



**HAL**  
open science

## Préface de l'ouvrage de Bruno Konder Comparato

Richard Marin

► **To cite this version:**

Richard Marin. Préface de l'ouvrage de Bruno Konder Comparato. L'action politique des sans-terre au Brésil, pp.15-20, 2004. hal-00974577

**HAL Id: hal-00974577**

**<https://hal.science/hal-00974577>**

Submitted on 2 May 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Océan de bâches noires des campements, rassemblement de paysans aux machettes dressées vers le ciel, détresse de visages d'enfants : à la fin des années 90, les photographies de Sebastião Salgado, sur les paysans sans terre du Brésil, ont fait le tour du monde. En France, avec les échos des trois forums sociaux mondiaux de Porto Alegre (2001-2003) et ceux de l'élection de l'ancien métallo, Lula, en 2002, à la présidence du Brésil, elles ont grandement contribué à populariser un mouvement et une lutte semblés tout droit sortis d'un autre siècle.

Pourtant, au-delà de quelques poncifs, on sait chez nous fort peu de choses sur ces damnés de la terre, érigés, avec les zapatistes du sous commandant Marcos, en nouveaux héros, messagers de l'espérance d'un autre monde dans l'Amérique latine d'aujourd'hui. Aussi l'ouvrage de Bruno Konder Comparato, d'abord publié au Brésil, arrive-t-il à point nommé pour nous aider à décrypter, à partir de la presse, les ressorts de la notoriété et de l'efficacité du Mouvement des Sans Terre (MST) analysé, de manière originale, dans son rôle d'acteur de la scène politique brésilienne.

Pour le public français, l'existence et le rôle du MST - la plus importante mais non la seule organisation des sans terre - comme l'ampleur de la revendication en faveur de la réforme agraire, dans un pays urbanisé à 80%, ne sont pas aisés à comprendre, sauf à bien mesurer que la question foncière demeure une des clés du mal développement du Brésil.

Dans ce pays, vice champion mondial de la concentration foncière derrière le Paraguay, moins de 3 % des propriétaires accaparent près de 60 % de la terre et laissent en jachère l'équivalent des superficies cumulées de la France, de l'Espagne, de la Suisse et de l'Autriche. D'un autre côté, on estime à plus de quatre millions les familles chassées de leur terre par l'avancée du latifundio et, à plus de 20 millions, les paysans - petits propriétaires et ouvriers agricoles - en dessous du seuil de pauvreté et qui iront, un jour ou l'autre, grossir la cohorte des laissés pour compte dans la banlieue des grandes métropoles. C'est dans ce Brésil qui bat pourtant des records en matière d'agro-exportation, qu'en février 2003 le président Lula a lancé le programme "Faim zéro" avec l'objectif d'éradiquer en 4 ans la sous alimentation et la malnutrition dont souffrent 46 des 177 millions de ses compatriotes !

Une telle situation est le produit des cinq siècles d'une histoire au cours de laquelle ne s'est jamais démentie l'hostilité farouche des élites à toute démocratisation de l'accès à la terre et donc, à la construction d'une société moins inégalitaire. Depuis la colonie, elles ont toujours veillé à ce que l'énorme stock foncier disponible ne facilite la transformation de l'esclave ou de l'ouvrier agricole en petit propriétaire rural, alors qu'était favorisée une accumulation

limitée aux cercles du pouvoir. La loi des terres de 1850 qui visait à attirer les immigrants pour les mettre au service des latifundiaires, en faisant obstacle à leur achat de terre, en est la parfaite illustration. Plus tard, Getúlio Vargas, dans son entreprise de modernisation autoritaire du pays (1930-1945), a bien pris soin de laisser la paysannerie sous la coupe des oligarchies rurales en la tenant à l'écart de la nouvelle législation sociale et syndicale qui ne bénéficia qu'au secteur urbain. Il faut attendre le début des années 1960 pour que les ligues paysannes commencent à faire entendre la voix des campagnes du Nordeste, et mars 1964 pour que João Goulart décrète une modeste réforme agraire. Quelques semaines après l'annonce présidentielle, les militaires s'installaient pour vingt ans au pouvoir.

Dès lors, les immensités amazoniennes et du Centre-Ouest sont offertes à la convoitise des multinationales ou des industriels et banquiers du Sud-Est pour y créer de gigantesques *fazendas* d'élevage, fut-ce en se débarrassant des *posseiros*, ces paysans sans terre qui s'étaient établis sur les terres publiques en négligeant de faire valider leur titre de propriété. Nombre de conflits agraires dramatiques, survenus depuis le rétablissement des institutions démocratiques (1985), ont leur origine dans cette situation.

Les statistiques tenues par la Commission Pastorale de la Terre recensent 1150 assassinats de travailleurs ruraux, avocats ou techniciens, dirigeants syndicaux ou religieux liés à la lutte pour la terre, entre 1985 et 2002. Dans l'immense majorité des cas, la complaisance des représentants de la Justice à l'égard des puissants est telle que l'impunité est de règle : seuls 121 assassinats ont été traduits devant la Justice et, parmi les commanditaires de crimes, 14, à peine, ont été jugés et 7 ont fait l'objet d'une condamnation.

Comme bien d'autres organisations (Parti des Travailleurs, Centrale Unique des Travailleurs, Mouvement noir et indien...), le MST est apparu dans la phase de reconstitution des canaux de la société civile brésilienne, lors de la transition démocratique. Structuré au niveau national en 1984, à partir d'un noyau de militants issus des mouvements de base de l'Eglise et de la Commission Pastorale de la Terre, il n'acquiert une large audience nationale et une projection internationale qu'au lendemain de l'accession à la présidence de Fernando Henrique Cardoso (1995). C'est précisément sur la période des deux mandats du président-sociologue que Bruno Konder Comparato concentre son étude en nous aidant à comprendre comment l'organisation a réussi à imposer sa présence dans le débat politique national.

Ni syndicat ni parti politique, le MST, ainsi que expose l'auteur au fil de développements convaincants, tire une bonne partie de sa force de sa capacité à s'instituer en

acteur politique doté d'une large autonomie. Bien que proche de l'aile progressiste de l'Eglise, d'une partie de la gauche politique ou syndicale, il ne s'est jamais laissé réduire au rôle de courroie de transmission d'une quelconque organisation et a toujours poursuivi ses propres objectifs.

Face à des adversaires déterminés, il a su habilement placer son combat pour la terre et la réforme agraire dans la perspective de contestation globale du modèle néo libéral, ce qui l'installe à une place centrale dans le débat politique et lui vaut aussi de très larges solidarités. Alors que la masse militante est composée de pauvres parmi les pauvres, le MST a su fédérer autour de sa cause une bonne partie de la gauche, de l'intelligentsia et des artistes brésiliens. Au niveau international, il a construit un vaste réseau de soutien grâce, notamment, à l'utilisation de l'internet. L'existence de milliers de groupes d'appui, hors du Brésil, en témoigne, comme l'obtention de nombreux prix internationaux : Prix Nobel alternatif (1991), Prix Unicef pour le travail éducatif réalisé (1995), prix Roi Baudouin pour le développement (1996), Prix international des Droits de l'Homme décerné en France (1997), etc.

Dans l'audience grandissante du MST, sa capacité à déployer une gamme originale et spectaculaire d'actions collectives transgressives des règles du jeu politique, afin de donner une visibilité maximale au conflit social, a beaucoup joué.

L'occupation de terres inexploitées ou des domaines aux titres de propriété douteux en est la forme la plus courante mais aussi la plus décriée par ses adversaires. Les sans terre installent leur campement de bâches noires, commencent à cultiver et se préparent à toute éventualité pour défendre leur position. Quand les familles parviennent enfin à obtenir un lot du gouvernement, elles s'affilient aux coopératives de production et de distribution contrôlées par l'organisation qui met en place un réseau d'écoles, de dispensaires ou de centres de distribution d'aides diverses, oeuvrant ainsi à la resocialisation de ceux qui n'ont rien et que menaçait la marginalisation urbaine. De telles actions touchent désormais tout le pays, Etats riches compris.

La « longue marche » des 1500 paysans sans terre, arrivés à Brasilia le 17 avril 1997, le jour du premier anniversaire du massacre de dix-neuf paysans, par la police militaire, à Eldorado dos Carajás (Pará), est un autre exemple de ces actions à forte amplification médiatique dont les images ont fait le tour du monde. Comme l'occupation simultanée, le 2 mai 2000, d'édifices publics dans dix-neuf Etats, afin de contraindre le gouvernement à libérer des crédits pour la réforme agraire.

C'est un fait, ces mobilisations ont efficacement pesé sur les autorités. En 1995, quand Fernando Henrique Cardoso accède à la présidence, la réforme agraire, pourtant décrétée dix ans auparavant, est au point mort. C'est peu dire qu'elle n'est pas alors la préoccupation principale du nouvel occupant du Planalto devenu le héraut d'une modernité néo-libérale. Pourtant, la pression des actions du MST est telle qu'il ne peut s'en désintéresser d'autant que le massacre de Eldorado do Carajás a des effets catastrophiques sur l'image internationale du Brésil officiel. Le MST est alors admis comme interlocuteur direct par la présidence qui relance la politique de distribution des terres.

Au cours des deux mandats présidentiels (1995-2002), selon les chiffres officiels de l'Institut National de la Colonisation et de la Réforme agraire (INCRA), 635 035 familles ont reçu un lot, contre à peine 143 224 entre 1985 et 1994. Même si ces chiffres sont contestés par le MST - il les estime à la moitié - et qu'il critique tout particulièrement les conditions précaires et le choix de la plupart des implantations, en Amazonie légale, sur des terres publiques ou acquises frauduleusement par les *fazendeiros* grassement indemnisés, il n'en est pas moins vrai que le mouvement a été lancé.

Avec la victoire électorale de Lula, jamais, *a priori*, les conditions n'avaient été aussi propices à la mise en œuvre de la réforme agraire. Elle figurait en bonne place dans le programme du candidat du PT et ses propositions en faveur de l'agriculture familiale, la construction de la citoyenneté en milieu rural, la souveraineté et la sécurité alimentaire ou la mise en place d'une politique territoriale de développement recoupaient bien des objectifs du MST.

Toutefois, la remise en ordre de la maison Brésil, à partir des recettes du FMI et les alliances passées par Lula pour pouvoir gouverner ont considérablement limité sa marge de manœuvre. Le groupe des élus ruralistes, opposants farouches à toute idée de réforme agraire est actif et puissant au Congrès. Alors que le PT, premier groupe parlementaire, dispose de 93 députés, les ruralistes en comptent 73 dont près de la moitié sont affiliés à des formations politiques alliées au gouvernement tenu de composer avec eux !

D'où, sans doute, les lenteurs du programme d'installation des sans terre (*assentamentos*), au goût des 90 000 familles qui désespèrent dans 650 campements. Il est vrai que Miguel Rossetto, le ministre trotskyste du développement agraire est flanqué, au ministère du développement, de l'industrie et du commerce de Luiz Furlan, hier encore président d'un géant national de l'agroalimentaire et, à l'agriculture, de Roberto Rodrigues, ex-dirigeant de l'Association brésilienne de l'agrobusiness. L'autorisation qu'achève de

donner le gouvernement à la culture du soja transgénique, accueillie avec satisfaction par les grands exportateurs agricoles et décriée par les sans-terre et les écologistes, s'inscrit dans la même logique. C'est dire que les choses sont loin d'être jouées et, l'historien qui peine tant à reconstruire le passé, ne se hasarderait pas à pronostiquer un avenir tributaire de l'évolution d'un rapport de forces bien incertain.

Pour finir, on saura gré à la solide et attachante étude de Bruno Konder Comparato de cette radiographie du MST, modèle de ces nouveaux mouvements sociaux qui agissent à la jonction des sphères politique et non politique. Au fil des pages, sur ses deux décennies d'existence, il apparaît, comme le révélateur du dynamisme, de la créativité et du foisonnement des organisations de la société civile, dans un Brésil qui a grandi en maturité démocratique et dans lequel le tabou de la réforme agraire, si longtemps différée, est, malgré tout, en train d'être levé.

Richard MARIN

Directeur de l' Institut Pluridisciplinaire pour les Etudes sur l'Amérique Latine à Toulouse (IPEALT),  
Université de Toulouse- Le Mirail

